

M. Reilly: Mon chef n'a rien à emprunter à Mackenzie King; il dispose de meilleurs précédents que cela.

M. Foster: Vous avez de la chance d'avoir un comique de l'autre côté.

M. Reilly: Monsieur l'Orateur, j'aimerais passer en revue les étapes de l'inflation telle qu'elle s'est accentuée depuis que ce gouvernement a pris le pouvoir. Entre 1968 et 1972, le coût de la vie à tous égards a augmenté de 20 p. 100. Pour le salarié moyen cela signifie que ce qui coûtait \$1 en 1968 coûte maintenant \$1.20. Les loyers ont augmenté de 27.4 p. 100 en trois ans, les denrées alimentaires de 18.2 p. 100, les articles vestimentaires de 10 p. 100 et les soins médicaux de 17 p. 100. Ce sont là des choses de première nécessité, non pas des colifichets, des extravagances ou des gâteries. Chose certaine et tragique, des milliers de Canadiens ne peuvent pas se les permettre.

J'ai reçu un appel téléphonique d'un de mes commettants, un pensionné dans la soixantaine avancée qui vit avec sa femme. Ils consacrent près de la moitié de leur revenu à leur loyer et après avoir tenu compte des objets de première nécessité, il ne leur reste pas 20 dollars par semaine pour la nourriture, les vêtements, le transport et les folles extravagances auxquelles ils peuvent songer, lorsqu'ils ont fait face à ces besoins. Cet homme était presque en larmes au téléphone, monsieur l'Orateur, et j'avais honte d'être assis là dans mon bureau magnifiquement meublé, avec mon allocation parlementaire de \$26,000, à écouter un de mes compatriotes, un voisin, un de ces millions de gens qui ont mis leur confiance, du moins je l'espère, en moi et dans les autres députés dans l'espoir que nous allions nous occuper d'eux et résoudre les problèmes qu'ils sont impuissants à résoudre eux-mêmes. C'est là l'événement le plus affligeant que j'ai vécu depuis le début de cette session, mais ce n'est pas la première fois que je reçois ce genre de coup de téléphone.

• (1510)

Une voix: Oh!

M. Reilly: Monsieur l'Orateur, je n'ai pas entendu le député. S'il veut se lever, je lui céderai la parole.

Une voix: Poursuivez donc.

M. Reilly: Vous devriez parler plus fort.

Une voix: Poursuivez donc votre discours.

M. Reilly: Monsieur l'Orateur, j'aimerais que le gouvernement nous dise que répondre à ces gens? Que pouvons-nous leur dire, nous qui sommes assis ici distillant un ennui mortel aux gens de la galerie avec nos diatribes, nos sermons et nos interventions désordonnées. Ce que les gens veulent et doivent savoir, ce qu'ils ont le droit imprescriptible d'apprendre, est ce que nous avons l'intention de faire pour régler les problèmes qu'ils ne peuvent résoudre.

Les prix ont augmenté de 20 p. 100 en quatre ans. Les pensions ont-elles augmenté de 20 p. 100 en quatre ans? Non. Les prestations d'assurance-chômage ont-elles augmenté de 20 p. 100 en quatre ans? Le salaire minimum a-t-il augmenté de 20 p. 100 en quatre ans? Les seules pensions de retraite, ou prestations de bien-être si on veut les appeler comme cela, qui aient augmenté sont les pensions auxquelles les députés ont droit s'ils réussissent à se cramponner à leur siège pendant six ans. Nous n'avons pas fait grand-chose pour les gens qui ne peuvent s'aider eux-mêmes et je pense qu'il est grand temps que nous nous mettions à la tâche.

Denrées alimentaires—Comité

Des voix: Bravo!

M. Reilly: Monsieur l'Orateur, comme l'a dit l'économiste Galbraith: «Très longtemps, les hommes au caractère conservateur ont soupçonné les choses de se suivre l'une l'autre.» Nulle part en a-t-on une meilleure preuve que dans le domaine de l'économie. Nous avons essayé de faire régresser l'inflation en la compensant par une politique d'emploi, ce qui est une méthode éprouvée. Mais, pour un certain nombre de raisons, cela a échoué. Nous avons essayé de persuader les patrons et les syndicats d'accepter volontairement un blocage des prix et des salaires, mais cela a échoué.

Nous en sommes réduits, à mon avis, à deux options. Nous pouvons poursuivre la tactique insouciance que nous avons utilisée, celle qui néglige les véritables problèmes touchant des centaines de milliers de nos concitoyens; nous pouvons continuer à faire des plans pour un pays qui connaît une inflation latente et une pauvreté qui est son corollaire prévisible, un pays dont les habitants n'auront jamais la possibilité de se sortir du pétrin dans lequel nous les avons enfoncés; mais nous pouvons aussi adopter une autre orientation. Nous pouvons essayer de contrôler les prix et les salaires. Je ne parle pas ici de directives ou de persuasion. On y a déjà eu recours.

Une voix: Et qu'en est-il des autres revenus, les nôtres par exemple?

M. Reilly: J'accepterais sur le champ un gel des revenus. Si j'avais été ici lors de la dernière législature, je n'aurais pas voté pour moi-même une telle augmentation de traitement.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Et c'est sûr que le député n'était pas ici!

Une voix: Mais ses collègues l'étaient.

M. Reilly: Si les honorables députés représentant le parti qui prétend se faire le défenseur des faibles, des vieillards et des pauvres entendent dénigrer mes arguments par ce genre de chahut facile et enfantin, qu'ils le fassent. J'espère que leurs observations sont consignées au hansard, et j'espère qu'on peut également y lire qu'elles sont le fait de députés du NPD.

Une voix: Nous ne sommes pas à un jeu télévisé.

M. Reilly: Voilà qui est merveilleux. Je ne regrette qu'une chose, c'est qu'il n'y ait pas ici plus de Canadiens pour juger du niveau élevé des interventions du parti qui siège à ma gauche et qui se croit un parti d'intellectuels.

Une voix: Vous n'êtes pas sur antenne.

M. Reilly: Et vous non plus. Comme je l'ai dit aux gens de l'autre côté de l'allée il y a quelques instants, c'est une bonne chose que l'honorable député ne soit pas sur antenne.

On a dit que le contrôle des prix et salaires générerait le fonctionnement du libre marché. Je ne pense pas que ce soit vrai, car le marché dans les secteurs qui influent sur l'inflation n'est pas libre de toute façon. Ce sont les puissants syndicats et sociétés qui fixent les prix et les salaires. La liberté dans les secteurs qui touchent particulièrement les Canadiens est fort limitée. Je crois que les Canadiens devraient avoir accès aux conseils de ces organisations si l'on veut s'assurer que leurs intérêts seront défendus chaque fois que ceux qui assument de hautes fonctions prennent des décisions.